

Ville de Bagnols-sur-Cèze
Département du Gard - Arrondissement de Nîmes

**Délibération n° 024/2019
du Conseil municipal
Séance du 13 avril 2019**

**Date d'envoi des convocations
et de l'Ordre du jour du Conseil municipal : 2 avril 2019**
Nombre de Conseillers municipaux : 33
Nombre de Conseillers municipaux présents : 25
**Nombre de Conseillers municipaux absents
ayant donné procuration : 6**
Nombre de Conseillers municipaux absents : 2

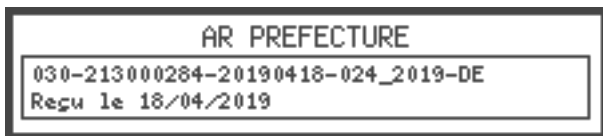
L'an deux mille dix-neuf, le 13 avril à 9 heures, le Conseil municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la salle de réunion de la Maison de l'Entreprise, sous la Présidence de Monsieur Jean-Yves **CHAPELET**, Maire.

Conseillers municipaux présents : Jean-Yves **CHAPELET**, Denis **RIEU**, Emmanuelle **CREPIEUX**, Maxime **COUSTON**, Ghislaine **COURBEY**, Michel **CEGIELSKI**, Ghislaine **PAGES**, Rémy **SALGUES**, Jean Christian **REY**, Catherine **EYSSERIC**, Karine **GARDY**, Raymond **MASSE**, Laurence **VOIGNIER**, Aldjia **SAIDIA**, Christian **SUAU**, François **PENCHENIER**, Christine **MUCCIO**, Philippe **BERTHOMIEU**, Anthony **CELLIER**, Serge **ROUQUAIROL**, Claudine **PRAT**, Christian **ROUX**, Yvette **ORTIZ**, Claude **ROUX**, Jean-Pierre **NAVARRO**

Conseillers municipaux absents ayant donné procuration : Vincent **POUTIER** *procuration à R. SALGUES*, Ali **OUATIZERGA** *procuration à D. RIEU*, Murielle **ISNARD** *procuration à G. PAGES*, Michel **AYMERIC** *procuration à JP NAVARRO*, Carole **BRESCHET** *procuration à M. CEGIELSKI*, Monique **GRAZIANO-BAYLE** *procuration à JY CHAPELET*

Conseillers municipaux absents : Stéphane **PEREZ**, Anne-Marie **AYMERIC**

Secrétaire de séance : Michel **CEGIELSKI**



Objet : Création d'un poste de chargé de mission « Bâtiments »

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 83.634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84.53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Considérant le décret n° 88.145 du 15 février 1988 modifié relatif aux agents non titulaires de la Fonction Publique Territoriale,

Considérant le programme pluriannuel d'Ad'AP qui correspond à un engagement de la commune à réaliser des travaux dans un délai déterminé, de les financer et de respecter les règles d'accessibilité des établissements recevant du public et de la voirie pour les personnes handicapées,

Considérant que les conditions de recrutement mises en œuvre ne permettent pas d'envisager le recrutement d'un agent titulaire de catégorie A de la Fonction Publique Territoriale pour occuper ces fonctions,

Considérant que la question a été présentée à la Commission des moyens généraux du 3 avril 2019,

Le Conseil municipal décide à l'unanimité :

- de créer un emploi de chargé de mission à temps complet à compter du 1^{er} juillet 2019 aux conditions suivantes :

Missions :

Ses missions seront les suivantes :

- Déploiement des Ad'AP votés par la commune
- Concevoir finement les différents travaux, ne nécessitant pas le dépôt d'un permis de construire, comprenant le dessin du projet, l'élaboration des cahiers des charges de description des travaux, leur estimation
- Passer les différents marchés, de travaux, de fourniture, de service, en vue de la réalisation rapide, en régie ou par entreprises, des aménagements de mise en conformité : garde-corps, escaliers, rampes...
- Coordonner les travaux entre les intervenants en régie et les intervenants externes
- Rédiger un rapport d'activité pour la commune faisant état de l'avancement de la mise en accessibilité des différents sites vis-à-vis des engagements pris
- Suivi administratif et réglementaire des travaux de mise en conformité

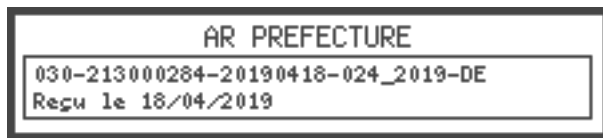
- Elaborer et déposer les autorisations de travaux permettant la réalisation des travaux de mise en accessibilité en application de la législation relative aux autorisations d'urbanisme,
- Désigner des organismes de contrôle technique de la construction et suivre les prestations en matière d'avis sur la conception des travaux de mise en conformité, de validation des travaux au cours du chantier, de réception des travaux et enfin de production de l'attestation d'accessibilité en fin de travaux
- Accompagnement des opérations d'investissement en matière d'accessibilité
- Participer aux groupes projets constitués pour le déroulement d'opérations d'investissements importants en réhabilitation d'établissements existants. Identifier les grands enjeux d'accessibilité dans les programmes de consultation des architectes
- Suivre la chaine des déplacements en assurant la cohérence entre les aménagements des espaces publics et la mise en accessibilité des ERP
- Ajuster les autorisations de programme en fonction des travaux réellement réalisés,
- Réévaluer les opérations en fonction des évolutions
- Elaborer les parties techniques, descriptives et financières des dossiers de demande de subvention

Profil :

- Titulaire d'un diplôme d'ingénieur ou expériences confirmées dans le domaine du bâtiment
- Maîtrise des principales réglementations s'appliquant aux bâtiments publics : accessibilité, sécurité incendie, thermique...
- Capacité à mettre en place et animer un fonctionnement en mode « Projet »
- Capacité à écouter et traduire par écrit les besoins
- Capacité de négociation
- Méthodes d'analyse et de diagnostic
- Connaissance des réglementations applicables aux collectivités (marchés publics notamment)
- Connaissance du statut de la fonction publique territoriale
- Sens de l'organisation, réactivité
- Capacité d'écoute et de diplomatie
- Autonomie dans l'organisation du travail
- Force de proposition auprès de la direction générale des services techniques
- Organisation d'un reporting régulier
- Connaissances de l'environnement partenarial, juridique et financier des collectivités

Durée :

- Cet emploi sera occupé par un agent recruté par voie de contrat à durée déterminée de 3 ans en application de l'article 3.3.1. et ce, en l'absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
- La durée totale des contrats ne pourra excéder 6 ans. A l'issue de cette période maximale de 6 ans, le contrat de l'agent sera reconduit pour une durée indéterminée.



Rémunération :

- La rémunération sera calculée, compte-tenu de la nature des fonctions à exercer à un emploi de catégorie A, en référence à la grille indiciaire des ingénieurs territoriaux. Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019.

Fait et délibéré à Bagnols-sur-Cèze, le 13 avril 2019

Acte rendu exécutoire
après dépôt électronique en Préfecture
et publié le 18 avril 2019

Pour copie conforme au registre
Bagnols-sur-Cèze, le 13 avril 2019

Le Maire
Jean-Yves CHAPELET